Catherine Denys (éd.), *Frontière et criminalité. 1715-1815*

Cahiers de l'Université d'Artois, n°18, Arras, Artois Presses Université,
2001, 174 p., ISBN 2-910663-56-6

Marco Cicchini

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/432>

DOI : 10.4000/chs.432

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 135-136

ISBN : 2-600-00812-8

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Marco Cicchini, « Catherine Denys (éd.), *Frontière et criminalité. 1715-1815* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 6, n°2 | 2002, mis en ligne le 19 février 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/432> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.432>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2022.

© Droz

Catherine Denys (éd.), *Frontière et criminalité. 1715-1815*

Cahiers de l'Université d'Artois, n°18, Arras, Artois Presses Université, 2001, 174 p., ISBN 2-910663-56-6

Marco Cicchini

RÉFÉRENCE

Catherine Denys (éd.), *Frontière et criminalité. 1715-1815*, Cahiers de l'Université d'Artois, n°18, Arras, Artois Presses Université, 2001, 174 p., ISBN 2-910663-56-6

- 1 Dans le sillage du renouvellement récent de l'historiographie du territoire, Catherine Denys a réuni sept travaux qui sont le fruit d'une journée d'étude organisée en 1999 à l'Université d'Artois. La frontière dans les sciences humaines n'est plus tant abordée comme limite linéaire – « frontière-rupture » d'origine militaire – mais plutôt comme « espace frontalier ». Cette optique privilégie le vécu d'un territoire frontalier, avec ses échanges et déplacements, de personnes et de biens. Se fondant sur les travaux de Daniel Nordman (*Frontières de France. De l'espace au territoire, XVI^e-XIX^e siècles*, 1998), C. Denys se situe ainsi en rupture avec la vision traditionnelle de la frontière « appendice de l'histoire diplomatique ». La criminalité entre 1715 et 1815 a donc été choisie comme angle d'approche du quotidien frontalier, lorsque par exemple la frontière est « refusée » par la population et que les échanges commerciaux contournent les contraintes fiscales ou douanières. Autre manière d'appréhender la frontière lorsque celle-ci est « utilisée » et qu'elle sert de refuge aux malfaiteurs, ou qu'elle permet aux instances judiciaires de collaborer à la traque des illégalismes.
- 2 Quatre communications traitent de la contrebande. Jean Clinquart analyse minutieusement l'archive criminelle du Hainaut au XVIII^e siècle. Deux traits caractérisent cette contrebande du tabac : elle est le fait des petites gens (effet d'archives ? se demande l'auteur), et la répression est modérée, se bornant à des peines pécuniaires. En Franche-Comté, la contrebande est en revanche durement réprimée.

André Ferrer montre que les contrebandiers comtois, fraudant sur le tabac également, sont majoritairement condamnés à rejoindre la chaîne des galériens, sévérité résultant d'une juridiction spécifiquement soumise à l'autorité de l'intendant de province. Autre zone frontière, le Roussillon présente une configuration encore différente des deux précédentes. Gilbert Larguier, qui s'intéresse surtout aux marchandises du trafic illicite, constate un régime indulgent à l'égard de la contrebande, voire une certaine tolérance de la part de l'État. Car entre la France et l'Espagne, ce sont les produits de proximité (bétail, blé, charbon de bois) qui sont au centre des fraudes, impliquant beaucoup de monde mais ne lésant que peu. L'analyse de G. Larguier souligne indirectement un point essentiel de la contrebande pourtant trop souvent négligé : le produit de la fraude est souvent plus décisif que le lieu de la transgression. Sylvie Humbert revient sur la frontière Nord, au moment de la Révolution et de l'Empire. Elle constate un déplacement géographique de la contrebande avec les annexions successives de la Belgique puis de la Hollande, et surtout une pratique répressive propre qui varie moins en fonction de la contrebande elle-même que du contexte politique.

- 3 Les trois autres contributions illustrent des cas de frontières « utilisées ». Catherine Denys s'intéresse à la coopération judiciaire entre la France et les Pays-Bas (transmission de signalements, procédures d'enquêtes, extradition). Elle constate une récupération paradoxale de la frontière : celle-ci délimite la souveraineté des États en même temps qu'elle les rapproche dans l'entraide judiciaire. Annie Crépin, à partir de la loi Jourdan, repère différentes phases dans le rapport à la conscription des populations du Nord et du Pas-de-Calais, autant d'attitudes qui sont considérées comme un rapport à la frontière. Après les rébellions anti-étatiques des premiers refus de servir (« frontière niée »), puis la formation de bandes délinquantes (« frontière ignorée »), la levée napoléonienne de 1813 provoque une opposition qu'A. Crépin lit comme « refus de la cohésion nationale ». Les levées de 1818, bien accueillies dans le Nord, sont finalement le signe de « l'émergence d'un sentiment national ». Une étude de Xavier Rousseaux sur le brigandage dans le Nord-Est clôt le volume. S'appuyant sur un vaste corpus archivistique, il inverse en quelque sorte la perspective célèbre de Richard Cobb : c'est moins le degré d'appartenance des individus à l'État qui est en jeu que la stratégie répressive de la part des autorités. Les bandes étant assimilées par l'État à une opposition politique – le pouvoir usant dans les deux cas des juridictions militaires pour les réprimer – elles ont, si ce n'est disparu du Nord de la France, pris des formes moins visibles.
- 4 Avec ces études, exposées par des chercheurs confirmés, la frontière apparaît comme un terrain fertile à l'étude d'objets spécifiques comme la contrebande, la conscription ou le banditisme. Comme le signale Catherine Denys dans l'introduction du livre, il s'agissait d'interroger les « effets criminogènes de la frontière ». Finalement, c'est plus en fonction d'un degré d'acceptation de la frontière parmi les populations limitrophes (frontière « refusée », « utilisée », etc.) que la criminalité a été considérée. Pourtant les frontières, avec les agents et les objets de leur matérialisation et de leur défense (soldats, maréchaussée, mais aussi passeports, etc.), ont des effets concrets qui ne peuvent être donnés comme *a priori*. Les logiques de territorialisation ne sont-elles pas à l'œuvre et ne se dévoilent-elles pas au moment même des pratiques criminelles ? C'est une question qui mériterait d'être approfondie, comme nous y invite C. Denys au

sujet des déserteurs, pris, entre la France et les Pays-Bas, dans un dispositif en gestation d'extradition territoriale.

- 5 Le recueil, foisonnant de pistes de recherches et d'interrogations, est au total une excursion stimulante dans les terres septentrionales de la France et des pratiques quotidiennes de l'illicite induites par la frontière.

AUTEURS

MARCO CICCHINI

Université de Genève, marco.cicchini@pse.unige.ch